

Les alliances militaires durant la guerre froide

Alors que la charte des Nations unies (ONU) promeut des principes universalistes de coopération économique et culturelle, la question de la défense hante les différents protagonistes de la guerre froide. Après 1945, les organisations se multiplient au sein des deux blocs en gestation. Le Kominform, instrument de verrouillage idéologique comme le CAEM, Conseil d'assistance économique mutuelle, en 1949, instrument de satellisation économique, visent à répondre au plan Marshall et à l'OECE (Organisation européenne de coopération économique) proposés par les États-Unis et à la doctrine Truman énoncée en 1947.

En revanche, pour les Américains, la sécurité collective ne peut être appréhendée qu'aux échelles régionale et locale. Le chapitre 8 de la charte de l'ONU rappelle que les enjeux de défense doivent épouser les contours d'organisations régionales. Ces dernières apparaissent comme des « unités de coordination ayant des frontières identifiables » et dans lesquelles les membres associés partagent des valeurs et des objectifs communs. Cette juxtaposition de coopérations ne pouvait que conduire, dans le processus de radicalisation de la guerre froide, à leur antagonisme. Les organisations militaires deviennent alors de puissants leviers de pression et de compétition pour les États-Unis et pour l'URSS jusqu'à l'effondrement du bloc communiste en 1989-1991.

Les manœuvres de Staline en Hongrie, notamment après le coup de Prague de 1948, achèvent de convaincre les Occidentaux de la nécessité de lui opposer une alliance militaire qui puisse freiner ses ambitions sur l'Europe. Le Royaume-Uni, le Benelux, la France signent un traité de défense le 17 mars 1948. Le 4 avril 1949, le pacte Atlantique signé à Washington⁽¹⁾ se dote d'un outil militaire, l'OTAN (Organisation du traité de l'Atlantique Nord). Cette alliance défensive n'est rendue possible qu'au prix d'une mutation des principes américains permettant aux États-Unis de participer à des alliances défensives. En effet, la résolution Vandenberg, en juin 1948, autorise les Américains à signer des accords militaires en temps de paix. L'OTAN installe dès lors près de 300 000 soldats américains en Europe.

La « pactomanie » américaine, accélérée par la guerre de Corée (1950-1953) permet la formation de l'ANZUS (Australie, Nouvelle-Zélande, 1951), de l'OTASE (Australie, Pakistan, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni,

Thaïlande, Philippines, France, 1954) et du pacte de Bagdad (Turquie, Irak, Royaume-Uni, Iran, Afghanistan, Pakistan, 1955) qui consacrent le système diplomatique imaginé par le secrétaire d'État John Foster Dulles.

En Amérique du Sud, Washington perpétue l'esprit de la doctrine Monroe en exerçant une influence régionale sur ce continent. Avec la guerre froide, les Américains considèrent tout agissement communiste dans cet espace comme une ingérence dans leurs « affaires ». Après la conclusion du pacte de Rio, *Tratado Interamericano de Asistencia Reciproca*, en décembre 1947, les États-Unis entendent contrôler le continent américain par le biais de l'OEA (Organisation des États américains).

In fine, ce sont une cinquantaine de pays qui entrent dans la sphère de défense américaine durant la guerre froide. Face à ces organisations régionales, d'autres alliances se forment ou tentent de se former pour contrer cette influence. Une tentative de Communauté européenne de défense fait long feu en août 1954 devant les refus de l'Italie et de la France.

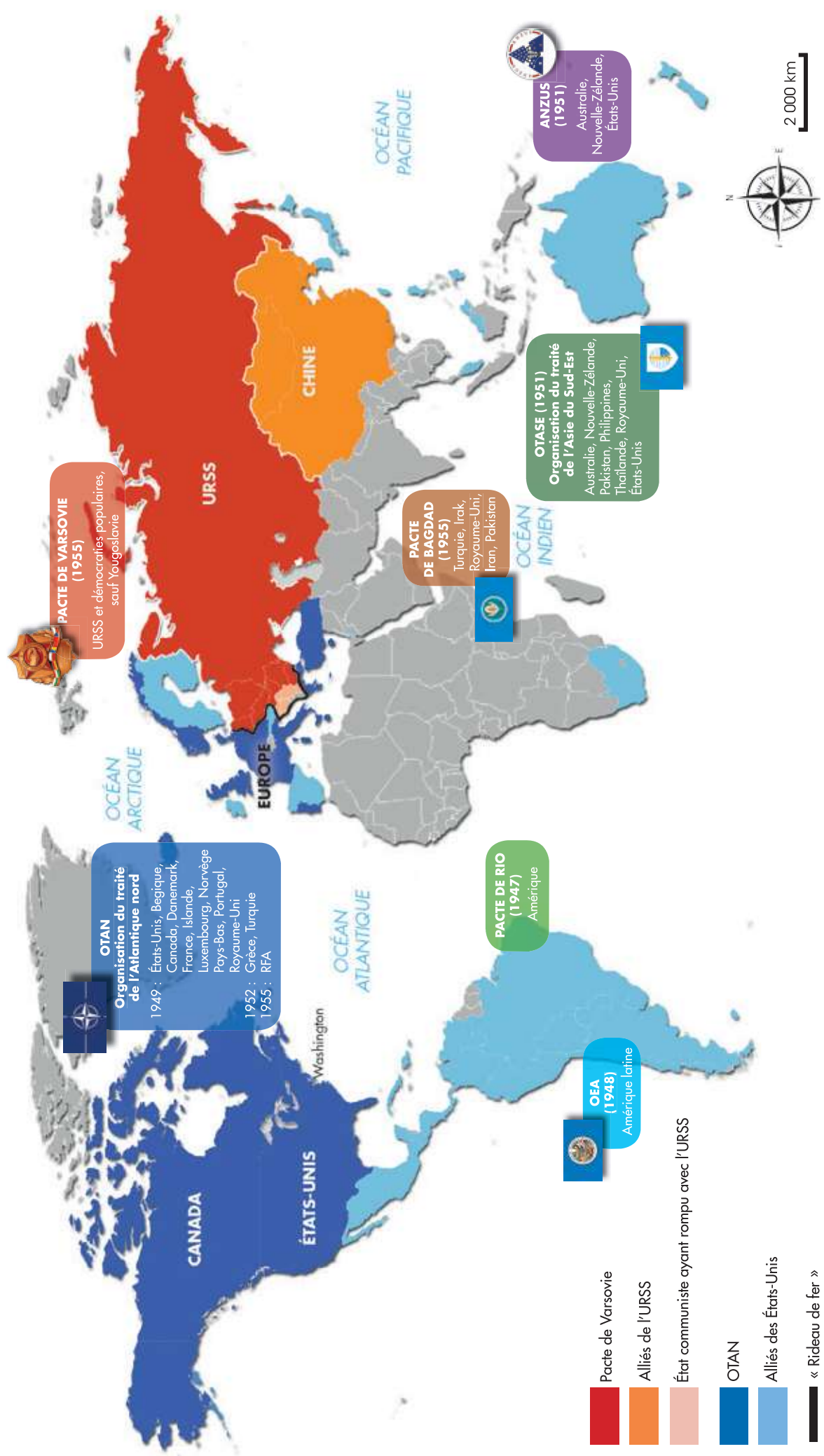
Renonçant au choix de la révolution d'un seul pays, Staline veut élargir les accords de défense au-delà de l'union des Républiques fédérées de l'URSS. Seule la Yougoslavie de Tito, dans l'Europe communiste, n'entre pas dans le périmètre militaire lancé par Moscou. L'organisation du traité de Varsovie naît le 17 mai 1955. Les pays membres du pacte de Varsovie sont contraints d'accepter la présence de l'Armée rouge qui n'hésite pas à réprimer toute remise en cause de la domination soviétique. De 1953 à 1981, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie subissent la violence de cette « occupation » militaire.

Moscou multiplie par ailleurs les accords de coopération militaire au gré des scansions de la guerre froide. L'Égypte, l'Angola, le Mozambique, l'Éthiopie, l'Algérie, Madagascar, le Vietnam, l'Inde, Cuba, la Libye entrent dans le cercle d'influence militaire de l'URSS.

Avec la chute du mur de Berlin, le pacte de Varsovie devient caduc. En revanche, l'OTAN, pourtant affûté pour répondre aux exigences militaires de la guerre froide, trouve de nouvelles orientations diplomatiques pour rester en alerte au sein de l'espace européen. L'intervention de l'OTAN au Kosovo, en 1999, témoigne des mutations d'un système militaire voué à être pérennisé quels que soient les aléas géopolitiques.

1. France, Royaume-Uni, États-Unis, Canada, Italie, Benelux, Norvège, Danemark, Islande, Portugal, puis la Grèce et la Turquie, en 1952, et enfin la RFA, en 1955.

Les alliances militaires au milieu des années 1950



Infographie : M. Philippe Bucher, service PAO du CERPA

Adjudant-chef Jean-Paul Talimi
rédacteur au CERPA